

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LA VALLEE GAUDIN

LA VALLEE GAUDIN
22400 Andel

Références : EQ-20240715-01
Code AIOT : 0052200057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2024 dans l'établissement EARL LA VALLEE GAUDIN implanté LA VALLEE GAUDIN 22400 Andel. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LA VALLEE GAUDIN
- LA VALLEE GAUDIN 22400 Andel
- Code AIOT : 0052200057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volailles avec unité de compostage (export total du compost normalisé).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
6	Tenue du cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(zones vulnérables)			
7	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	Demande d'action corrective	1 mois
10	Epandage (phosphore)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disjoncteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
14	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Réalisation d'analyses de sol	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 1	Sans objet
2	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
3	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
9	Déclaration	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GEREP	article 45	
13	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Sans objet
15	Dispositions relatives à l'intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
17	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet
18	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des précisions sont demandées quant à la gestion équilibrée des apports (N, P) sur le parcellaire de l'EARL situé en bassin versant "Algues vertes".

Les réponses qui seront fournies par l'exploitant pourront éventuellement modifier l'appréciation des suites sur le point "respect de l'équilibre de la fertilisation azotée" de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013-article 27-1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Conforme.

Pas de borne incendie proche de l'exploitation. En revanche, l'exploitant dispose d'une réserve d'eaux pluviales dans une lagune géomembrane de 500 m³ qui sert de réserve incendie, projet validé en coderst (calcul geoportail 319 m² surface au point 0). cette réserve se situe à 14 mètres du premier poulailler.

Pour rappel:

Un avis du SDIS avait été transmis en date du 31 août 2015 concernant le dossier de construction de deux nouveaux poulaillers et d'un local technique annexe (dossier soumis à enquête publique du 9 octobre au 9 novembre 2015).

Les observations du SDIS étaient les suivantes:

"Compte tenu des éléments transmis dans le dossier (surface non recoupée la plus grande de 1200 m², les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 120m³/heure.

Le dimensionnement des besoins en eau est calculé sur une base de 2 heures soit 240 m³.

Il est recommandé de fournir au moins 1/3 des besoins par un réseau public (poteaux ou bouches incendie), la moitié des ressources doit être disponible dans les 400 mètres, la totalité dans les 1000 mètres maximum et afin de faciliter la mise en oeuvre des moyens de secours, il est recommandé de disposer d'une réserve de 30 m³ à moins de 200 mètres du ou des bâtiments à protéger.

Le complément pouvant être fourni par une ou plusieurs réserves incendie conformément au décret n°2015-235 du 27 février 2015, les réserves d'eau devront:

- être distantes d'au moins 10 mètres du ou des bâtiments à protéger (protégée du risque et rayonnement thermique).
- être espacées les unes des autres de 400 mètres maximum et ne pas excéder 1000 mètres du point à défendre.
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.
- être disponible en toute saison.
- être signalé.

-Disposer d'une aire de stationnement de 32 m² (8X4) permettant la mise en aspiration d'un engin incendie ou de 12 m² (4X3) pour une motopompe remorquable.

Si une nouvelle implantation est prévue, elle devra être déterminée et validée avec le concours des sapeurs-pompiers (Groupement Opération SDIS22)....."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
Constats : Conforme en utilisant des digestats avec une valeur de 4.8 UN/m3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
Constats : Non conforme. *La valeur fertilisante des digestats utilisés semble sous évaluée et reste à démontrer par l'exploitant. Une seule valeur est prise en compte dans les cahiers de fertilisation sans différenciation par type de digestat importé. Le cahier de fertilisation de l'année culturale 2022 présente un digestat à 3,1 UN/m ³ . Le cahier de fertilisation de l'année culturale 2023 présente un digestat à 3,30 UN/m ³ , teneur confirmée par une analyse quantofix du 25 août 2022 d'un des deux exploitant-méthaniseur qui fourni du digestat à l'EARL la vallée Gaudin . Les modalités de mesure ne sont pas précisées (bandelettes, présence de réflectomètre?...). Le bordereau de livraison envoyé par l'autre méthaniseur (qui fourni du digestat à l'EARL la vallée Gaudin) le 15/02/2023 indique que 2024 UN ont été livrées pour un total de 440 m ³ (soit un digestat à 4,6 UN/m ³). Ce même méthaniseur présente une analyse du 23 février 2023 de digestat de 4,18 UN /T avec un C/N très bas ce qui suppose que le coefficient de minéralisation est important. Le dossier ICPE d'un des méthaniseurs présente un digestat liquide après séparation de phase à 4,8 UN/m ³ en moyenne. *Des écarts de chiffres des Déclarations des flux d'azote 2023 sont constatés entre un exploitant méthaniseur et l'EARL la Vallée Gaudin (écart de 600 UN/an sur 2023). Il manque de l'azote pour l'EARL la Vallée Gaudin. *Potentiellement 30 UN d'azote/ha de SAU manquent sur le cahier de fertilisation de l'exploitant sur la base des remarques ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme.</p> <p>Dans le dernier dossier ICPE aucune surface en propre n'a été étudiée alors que l'exploitation dispose de 52.89 ha.</p> <p>Ces surfaces sont déclarées à la PAC depuis 2016.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats :

Non conforme. Le mode d'épandage n'est pas indiqué. Les deux types de digestats importés ne sont pas différenciés ce qui complique les vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme. De nombreuses incertitudes sont constatées.</p> <p>*Le cahier de fertilisation de l'année culturale 2023 indique l'épandage de 885 m3 de digestat sur les terres en propre de l'Earl la Vallée Gaudin le 15 février 2023 (soit une équivalence de 74 livraisons de 12000 litres la même journée). La teneur de ce digestat est de 3.3 UN/m3.</p> <p>Le bordereau de livraison d'un des deux méthaniseurs qui livre du digestat à l'EARL la Vallée Gaudin le même jour donc le 15 février 2023 indique seulement une livraison de 440 m3 mais avec une teneur de 4.6 UN/m3.</p> <p>Des précisions sont demandées quant à la gestion qualitative (N, P) et quantitative de cette journée.</p> <p>*La déclaration des flux d'azote 2023 d'un des méthaniseurs qui livre chez l'EARL La Vallée Gaudin indique livrer plus d'unités d'azote que celle indiquée par l'exploitant soit au total 2250 unités d'azote sur l'année (1650 unités d'azote déclarées importées par l'Earl la Vallée Gaudin).</p> <p>Des précisions sont également demandées quant à cet écart.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Dispositions relatives au compostage, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.</p> <p>L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.</p>

<p>Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).</p>
<p>Constats :</p> <p>La traçabilité devra être plus précise notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les dates de retournement des andains devront être indiquées sur les cahiers d'enregistrements. -Les quantités de matières entrantes de matières premières. -Les apports d'eau et leurs dates. -Les résultats d'analyse du compost.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Epandage (phosphore)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Equilibre de la fertilisation azote / phosphore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.</p> <p>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Constats :
Non conforme. Les teneurs en phosphore de chaque type de digestat sont à prouver (utilisation de 1.6 UP2O5 dans le cahier de fertilisation de 2023). Une seule analyse du 23 février 2023 d'un des deux digestats indique une teneur de 2.2 UP2O5/m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée :
Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats :
Non conforme. L'attestation de vérification des installations électriques est à fournir ainsi que celle du contrôle des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Dispositions relatives au prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée :
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

<p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme. Pas de registre de prélèvement présenté le jour du contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Forages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

Le bâtiment dédié au compostage "Ty Bugall" ne semble pas présenter les 3 murs décrits dans le dossier envoyé en DDPP le 22 octobre 2018. Était prévu 1 mur en béton banché sur 35 mètres et 2 murs en béton banché d'une longueur de 5 m.

Le sol de la plate-forme de compostage n'est pas totalement bétonné (juste la moitié de la superficie) et est apparemment constitué d'un sol stabilisé avec des graviers et pierres de petit calibre.

La dalle bétonnée au sol ne couvre que la moitié de la surface du hangar. La constitution du ciment de cette dalle se compose de nombreux gravillons de couleur sombre (couleur du schiste brun).

L'exploitant devra prouver que le coefficient de perméabilité en place évite tout risque d'écoulement vers le milieu.

L'exploitant pourra s'inspirer de l'article suivant qui concerne la méthanisation:

L'article 14 de l'arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement apporte des indications sur les prescriptions de dispositifs de rétention hors fosse étanche

"Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO₅, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu."

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Dispositions relatives à l'intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Constats :

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Réalisation d'analyses de sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse

Prescription contrôlée :

En application du c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, toute personne exploitant plus de 3 ha en ZV est tenue de réaliser, chaque année (i.e. dans le cadre de la campagne culturale concernée), une analyse de sol sur au moins un îlot cultural pour une des trois cultures principales exploitées en ZV. Le type d'analyse de sol à réaliser est fixé dans l'arrêté régional fixant le référentiel pour la mise en oeuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée (arrêté réf-

rentiel régional).
<p>Constats :</p> <p>Non conforme.</p> <p>Il est constaté une prise en compte de la profondeur des sols sur certains îlots qui change au cours des années culturales. Une cohérence est demandée dans le cadre du suivi des documents de fertilisation.</p> <p>*Îlot 1 La clôture - limon/schiste tendre- surface de 2,81 ha: Le plan de fumure de la campagne culturale de 2022 utilise des normes de reliquat sorti hiver correspondant à un sol peu profond (<60 cm-20 Un/ha) pour des arrière-effets organiques inférieurs ou égaux à 15 uN/ha. L'écart peut varier de 20 à 35 Un/ha en zone B avec des arrière-effets faibles. Le plan de fumure de la campagne culturale de 2023 pour ce même îlot considère un reliquat sorti hiver correspondant à un sol profond (>60 cm-35 Un/ha) pour des arrière-effets organiques inférieurs ou égaux à 15 uN/ha. L'écart peut varier de 20 à 35 Un/ha en zone B avec des arrière-effets faibles.</p> <p>*Îlot 3 La grande pièce - limon/schiste tendre- surface de 1,37 ha: Le plan de fumure de la campagne culturale de 2022 utilise des normes de reliquat sorti hiver correspondant à un sol peu profond (<60 cm-20 Un/ha) pour des arrière-effets organiques inférieurs ou égaux à 15 uN/ha. L'écart peut varier de 20 à 35 Un/ha en zone B avec des arrière-effets faibles. Le plan de fumure de la campagne culturale de 2023 pour ce même îlot considère un reliquat sorti hiver correspondant à un sol profond (>60 cm-35 Un/ha) pour des arrière-effets organiques inférieurs ou égaux à 15 uN/ha. L'écart peut varier de 20 à 35 Un/ha en zone B avec des arrière-effets faibles.</p> <p>*Îlot 4 Bignon 1 - limon/schiste tendre- surface de 13,29 ha année 2022/ Îlot 4 Bignon 1-1 surface de 8 ha année 2023: Le plan de fumure de la campagne culturale de 2022 utilise des normes de reliquat sorti hiver correspondant à un sol profond (>60 cm-45 Un/ha) pour des arrière-effets organiques modérés. L'écart peut varier de 30 à 45 Un/ha en zone B avec des arrière-effets modérés. Le plan de fumure de la campagne culturale de 2023 pour ce même îlot considère un reliquat sorti hiver correspondant à un sol peu profond (<60 cm-35 Un/ha) pour des arrière-effets organiques inférieurs ou égaux à 15 uN/ha. L'écart peut varier de 20 à 40 Un/ha en zone B avec des arrière-effets modérés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des</p>

consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite